

La crise de la politique en France

Janine MOSSUZ-LAVAU

Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris

Working Paper n.93
Barcelona 1994

Depuis près de cinq ans, les observateurs s'interrogent à nouveau sur le rapport des Français à la politique. Prenant en compte tout à la fois l'abstention électorale des années 1988-1989, l'audience croissante des forces protestataires, et le discrédit de la classe politique régulièrement mis au jour par les sondages, ils ont émis des diagnostics allant de la dépolitisation à la "crise de la politique" (Alain Bertho) ou à la "dévaluation du politique" (François Furet), du "malaise dans la représentation" (Pierre Rosanvallon) ou de la "crise de la représentation politique" (Hugues Portelli) à la "politisation négative" (Jean-Louis Missika) ou encore à la demande d'une "nouvelle politique" (Nonna Mayer, Pascal Perrineau)(1). Le taux de participation inattendu enregistré lors des élections régionales et cantonales de 1992 a conduit certains à reprendre ces analyses et à constater que l'on avait "trop rapidement inféré de la réelle asthénie électorale et militante un rejet de la politique"(2), Jérôme Jaffré concluant pour sa part que "la crise de la politique (...) n'est pas synonyme de baisse de la politisation"(3). Le référendum sur Maastricht, avec 30% "seulement" d'abstentions, invite aussi à tempérer les jugements pessimistes.

Toutefois, en s'en tenant à la stricte observation de la participation électorale et des données de sondages, on risque de laisser échapper l'importance et la complexité du mal-être politique ressenti par une bonne partie des Français depuis quelques années. Mal-être qui revêt des formes diverses, qui s'exprime selon des modalités variées et dont la traduction en termes électoraux est elle-même assez sinueuse. C'est le constat qui peut être fait à partir d'une enquête effectuée entre janvier et mai 1992, à l'aide d'entretiens non-directifs conduits à Paris, en banlieue et dans plusieurs localités de province(4), avec la consigne suivante: "Voulez-vous que nous parlions de ce que la politique représente pour vous?".

Certes, il existe des Français pour qui le rapport au politique reste "d'évidence". J'en ai rencontré 10 sur les 44 qui ont été interrogés lors de cette enquête. Mais tous les autres éprouvent, qu'il s'agisse de l'amertume, du ressentiment, de l'agacement, du découragement, qui parfois une véritable souffrance ou une forte colère. Ils ont, à des degrés divers, "mal à leur politique". Parce qu'ils s'y intéressent. Le "bel indifférent" qu'évoque Alain Duhamel n'existe guère(5), tout au moins pas parmi ceux qui ont accepté de parler pendant plus d'une heure devant un magnétophone. Même ceux qui, à l'énoncé de la consigne, entament leur discours par un "cela ne me passionne pas", "cela ne m'intéresse pas beaucoup", émettent à propos de la politique, lorsqu'on prend le temps de les laisser s'exprimer en empruntant des voies traversières, des avis, des revendications, des critiques, parfois des suggestions.

A partir du corpus obtenu, sept modèles se dessinent dont quatre "forts" et trois "potentiels" demandant à être validés par d'autres entretiens. Le premier, intitulé "la politique tranquille", est élaboré à partir des propos de dix personnes pour qui la politique, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, suit son cours sans plus, en bref est légitime. Les six autres modèles (ou ébauches de modèle) décrivent les six façons d'être mal à l'aise, en quelque sorte "désaccordés" à la politique; ils correspondent aux

trois-quarts des entretiens réalisés. Certains de ces modèles entretiennent entre eux une parenté dans la mesure où des éléments d'argumentaire peuvent se retrouver de l'un à l'autre. En d'autres termes, des passerelles existent et l'on reprendra pour conclure certains thèmes transversaux. Toutefois, à cette première étape de l'exploration du matériel, ces modèles semblent trop autonomes pour qu'il puisse être envisagé de rattacher certains d'entre eux à d'autres afin de présenter par exemple cinq manières de se représenter la politique et cinq seulement. Par ailleurs, les quatre premiers correspondent à une objectivation de la politique par ceux qui s'y rattachent; ils la dissocient d'eux-mêmes alors que, dans les trois derniers modèles, il n'y a pas cette dissociation entre le sujet et l'objet. La politique est abordée à travers des problèmes personnels, une situation privée; le "je" prédomine et se projette sur la politique. C'est la raison pour laquelle les intitulés des modèles renvoient pour les quatre premiers à la politique (la politique tranquille, la politique "désidéologisée", la politique déprofessionnalisée, la politique désenchantée), pour les trois autres à "l'état" des individus (l'individualisme politique, la paranoïa politique, l'indécision politique).

LA POLITIQUE TRANQUILLE: "IL FAUT CONTINUER A FAIRE CONFIANCE AUX GENS POUR QUI ON A VOTE"(6)

Dans ce modèle, la politique est spontanément associée à la gestion du collectif: "C'est la façon de gérer un pays. C'est l'avenir de chacun de nous" (guichetière SNCF), "Ça représente les gens qui nous gouvernent (...) Ils s'occupent de gérer les affaires qui nous préoccupent" (retraîtée), "Idéalement ce serait la responsabilité qu'acceptent de prendre certains individus dans une nation pour gérer et organiser globalement la vie sociale d'une communauté humaine" (femme ingénieur CNRS). Un ouvrier déclare: "La politique c'est un métier" ce qui peut évoquer des individus formés spécialement pour assurer des tâches requises par les affaires publiques. Tout se passe comme si ces interlocuteurs pensaient à une structure, peut-être à une pyramide au sommet de laquelle se trouveraient des "gens", des professionnels en charge de ces affaires. En tout état de cause, un système légitime. En effet, ils n'émettent pratiquement aucune critique à l'égard tant de la classe politique que du fonctionnement politique, ou encore de l'un ou l'autre aspect du système. L'ensemble est pris comme quelque chose de naturel, qui va de soi. Un technicien d'atelier déclare: "Tous les hommes Présidents de la République qu'on a eus depuis la dernière guerre ont été des hommes de valeur qui ont réussi à conserver la France dans l'état où ils l'ont trouvée. Il faut continuer à faire confiance aux gens pour qui on a voté. Il faut faire confiance à l'être humain et aux hommes politiques en particulier".

De fait, on parie sur le postulat que des hommes qui ont choisi de se consacrer à la gestion des affaires de la collectivité ne peuvent être foncièrement mauvais. Il est à noter que les personnes qui votent à gauche se livrent assez peu à une mise en cause de la droite ou des familles de gauche autres que la leur.

A droite, en revanche on critique la gauche au pouvoir. Mais ce n'est pas tant le système de représentation ou le personnel qui sont décriés qu'une politique contraire à celle qu'il aurait fallu mener. On retrouve donc ici une thématique classique(7). Ainsi, constatant que l'on compte en France nombre de démunis, une retraitée (ancienne employée de commerce) déclare: "Le gouvernement ne fait pas suffisamment pour les pauvres gens qui sont sans travail. On va donner des choses au Tiers-Monde, on va regarder la misère chez le voisin mais on évite de regarder celle qui est dans son pays". De même, elle déplore qu'on soit amené à payer de plus en plus de chômeurs "au lieu de donner la possibilité aux entreprises de ne pas débaucher". Enfin, elle dénonce que soient accordées aux étrangers des possibilités qui ne sont même pas offertes aux Français, en sorte qu'on sera un jour "colonisé par les autres pays, soit par les Noirs, soit par les Arabes". Il s'agit dans ce cas précis, d'une opposition politique dans les "règles du jeu", laquelle se traduit par un vote défavorable à la majorité en place non par une contestation du fonctionnement du système.

Parfois même, c'est une assurance sereine qui s'exprime concernant les choix effectués en faveur de la droite sans critiques précises à l'encontre de la gauche. Une retraitée (ancienne ouvrière à domicile) explique simplement qu'elle vote à droite parce qu'"Un vrai croyant (...) il fait quand même moins de mal qu'un autre de la gauche". Mais elle ajoute aussitôt qu'aux élections municipales il lui arrive d'opter pour un socialiste parce qu'alors elle "regarde les capacités de l'homme" et qu'elle "veut bien de la gauche un peu mais pas trop".

Il ne s'agit donc pas d'un univers où se fait jour le sentiment d'une quelconque perversion de la représentation mais d'un monde où l'assurance des convictions est profonde et les choix sont clairs. Sans doute parce que, à une ou deux exceptions près, les individus qui forment ce modèle s'estiment plutôt satisfaits de leur sort. La retraitée qui se dit très économe arrive à vivre avec sa retraite, la guichetière à la SNCF affirme: "En ce qui concerne ma propre personne, tout va bien *a priori*. Moi, je vis à la campagne, j'adore la nature. J'ai un emploi qui me plaît bien. J'ai des enfants en parfaite santé qui ont l'air de bien évoluer. (...) Et puis, je me sens bien avec tout le monde! Les gens ne me dérangent pas quelle que soit leur couleur. Je suis en parfaite harmonie". Aucun des interviewés ne se plaint de sa condition, même si tous n'entonnent pas l'air de la guichetière.

Ce qui ne signifie pas, pour autant qu'à leurs yeux il n'y a pas de problèmes en France. La crise économique est au contraire très présente. Tous évoquent notamment le chômage mais en ayant le sentiment de ne pas très bien voir quelle solution lui apporter. Et chez nos interlocuteurs de gauche, il n'existe pas de conviction qu'une alternance pourrait résoudre le problème. L'impression prévaut qu'il s'agit du problème majeur de notre société entraînant son cortège de maux: pauvreté, délinquance mais un sentiment d'impuissance l'accompagne, sauf à souhaiter que l'on assure aux jeunes une meilleure formation. Et l'on souligne qu'il est sans doute très difficile pour les responsables politiques de gérer de telles difficultés.

Mais, tous comptes faits, en regard d'autres pays, la situation française n'est pas si mauvaise: "On est assez libre, assez tranquille" (chauffeur).

Il y a donc l'acceptation d'un état de fait, ce qui n'empêche pas de souligner de fortes carences en matière de politique sociale. Mais le système politique, sort indemne de l'ensemble de ces discours et n'est pas vu comme étranger, extérieur, dans la mesure où le citoyen y trouve sa place naturelle à travers l'acte électoral. Toutes ces personnes votent régulièrement et se rendre aux urnes constitue pour elles à la fois un droit et un devoir: "C'est le droit du citoyen. C'est la seule justice qu'on a. Les gens qui veulent pas voter c'est pas normal" (ouvrier). Pour certains, c'est la seule manière de faire de la politique: choisir des représentants en espérant qu'ils seront le plus sincères possible. Il y a même demande de consultations électorales plus fréquentes: référendums, élections présidentielles (tous les sept ans, ce n'est pas suffisant).

Ce premier modèle regroupe des électeurs constants et fidèles à leurs options originaires. C'est-à-dire qui ont fait des choix soit très tôt, soit plus tard dans leur vie et qui s'y tiennent. Ils expliquent que, leurs convictions n'ayant pas changé, ils ne voient pas pourquoi ils se mettraient à voter différemment. Une jeune avocate qui porte ses suffrages sur les socialistes depuis qu'elle a le droit de vote raconte qu'elle a toujours été sensible au social, à la défense de la veuve, de l'orphelin, des handicapés, aujourd'hui des infirmières, mais aussi de ceux qui mendient dans la rue et à qui elle donne systématiquement de l'argent, qu'elle n'a jamais cessé d'éprouver ce sentiment et qu'elle reste cohérente avec elle-même en maintenant son orientation politique. Une autre jeune femme, qui se dit plus attirée par "le socialisme que vers un monde capitaliste", déclare: "Je pense toujours les mêmes choses! je ne vois pas pourquoi je changerais d'orientation. Je n'étais pas raciste quand j'avais 15 ans. Je ne suis toujours pas raciste. (...) Pour ce qui est des phénomènes sociaux, je pense quand même que si les socialistes ne peuvent pas faire quelque chose, je ne vois pas bien quel parti va s'en préoccuper".

On a donc affaire à des personnes dont le parcours politique n'a pas connu de ruptures. Elles se sentent à leur place, en accord avec ceux qui les représentent, dans la majorité comme dans l'opposition. Chez celles qui ont voté François Mitterrand en 1988, l'identification gouvernants/gouvernés est largement réalisée. On rencontre donc encore des socialistes heureux. De même, il existe une "droite tranquille" qui attend avec sérénité mars 1993 et le retour au pouvoir de l'actuelle opposition sans trop se demander si celle-ci saura véritablement renverser un cours des choses jugé en tout état de cause insatisfaisant.

LA POLITIQUE "DÉSIDÉOLOGISÉE" OU LE REFUS DE LA GUERRE DROITE/GAUCHE: "IL AURAIT FALLU MÉLANGER"

Ce modèle rassemble huit individus qui ne peuvent plus envisager l'avenir comme une succession d'alternances politiques. Ils constatent la faillite de la gauche alors que soit ils avaient auparavant constaté celle de la droite, soit ils éprouvent pour demain une confiance décroissante en celle-ci -même si, dans un passé récent, ils ont voté pour elle. Ils considèrent qu'il y a de bonnes idées à prendre aussi bien chez l'une que chez l'autre, et qu'il serait temps de dépasser ce clivage, de "mélanger" (employée de commerce). Ou encore, ils soulignent qu'il n'y a pas de grandes différences entre la droite et la gauche, qu'il existe un "tronc commun" (femme, cadre commercial) et qu'au-delà c'est affaire d'hommes. Il faut s'unir, s'entendre, discuter, au lieu d'offrir en spectacle ces bagarres qui empêchent de gouverner au mieux. S'exprime là une aspiration à la communication, à la concorde, à la mise en oeuvre de tous les efforts pour résoudre les graves problèmes auxquels se trouve confrontée la société française prise dans la tourmente de la crise économique: chômage, pauvreté, faillite des systèmes scolaire et hospitalier, jeunes à la dérive, gestion sous contrainte des fonds publics, etc ...

Pour la plupart des personnes relevant de ce modèle, la politique évoque tout d'abord "la gestion générale du pays" mais s'y ajoutent immédiatement, pour les mettre en cause, la division droite/gauche et les partis politiques. Une employée de commerce déclare: "C'est un sujet assez dur (...) car il faut toujours penser en parti (...) alors qu'on peut trouver du bien partout et du mal partout".

On ne se contente pas toutefois de rêver simplement à ce dépassement de l'opposition droite/gauche. On pense qu'il faut dans le même temps porter à la tête du pays des hommes soit neufs, soit du "parler-vrai": pêle-mêle on songe à des jeunes, ou à "quelqu'un d'apolitique", à des hommes qui seraient capables de "transgresser les directives" (enseignant), à des "hommes de terrain", et l'on cite Bernard Kouchner, Antoine Waechter, Léon Schwartzenberg, mais aussi des politiques qui font un peu figure de francs-tireurs comme Raymond Barre, Michel Noir, Jacques Delors, ou encore Michel Rocard parce qu'il a "l'air moral". Ce dernier est évoqué notamment par une jeune femme cadre commercial qui a toujours voté à droite mais qu'aucun leader de ce camp ne séduit plus. Elle admet cependant qu'elle devra faire un très gros effort pour voter à gauche.

Dans cette optique, les partis sont perçus comme une donnée contraignante et même gênante de la vie politique actuelle car ils imposent "une canalisation trop forte". "On est coincé par des rambardes" dit un enseignant qui ajoute "les partis, on en a marre". Ils sont vus comme une entrave à l'action d'hommes politiques qui, s'ils étaient plus libres, pourraient non seulement s'entendre entre eux mais décider au coup par coup des solutions les meilleures pour la France. Un contrôleur des PTT les considère même comme des "trous noirs" qui engloutissent tout. Certains électeurs avouent que, lorsqu'ils votent pour le candidat d'un parti, ils trouvent également du bon grain ailleurs. La notion même du parti qui a une vision globale de la société, partant, des réponses toutes faites pour les divers problèmes qui se présentent, est récusée. Une architecte

qui milite à Génération-écologie explique qu'il existe désormais un espace excluant d'un côté la Parti Communiste, de l'autre le Front National, mais à l'intérieur duquel on peut discuter, s'entendre, sur des objectifs précis, pour trouver des issues à des problèmes à examiner un à un. A ses yeux, le conflit peut être fructueux parce qu'il peut déboucher sur un consensus, qu'elle oppose justement au compromis qui lui semble caractériser le vie politique en ce moment. D'autres souhaitent l'union des écologistes, des socialistes et de gens également "très bien" qui appartiennent à la droite, d'autres encore veulent "un gouvernement avec des hommes de gauche et de droite" (mécanicien), on aussi l'alliance entre "les communistes, les socialistes et le centre" (femme de service).

On retrouve donc ici des individus qui, dans les sondages, expriment leur accord avec la phrase "Aujourd'hui, les notions de gauche et de droite ne veulent plus, dire grand-chose". Mais il faut bien comprendre que cette affirmation concerne la définition d'une politique et le choix de responsables pour l'avenir proche. Ils souhaitent "mélanger" parce qu'ils ne savent plus à quel saint se vouer ayant vu les résultats de la politique menée par la gauche et ne croyant pas que la droite seule pourra redresser la situation. Il s'agit donc d'une solution qui les empêche de sombrer dans le nihilisme, ou le désespoir, ou simplement le désintérêt par rapport aux affaires publiques, tous étant, on l'a vu, extrêmement préoccupés du sort des plus défavorisés de leurs concitoyens.

Cela ne signifie pas pour autant qu'eux-mêmes ont perdu leur identité et ne savent plus se définir en termes de droite et de gauche. Tous désignent Jean-Marie Le Pen et le Front National comme l'ennemi contre lequel il faut lutter, et tous ont une histoire personnelle, de droite ou de gauche. qu'ils ne renient pas. Et c'est précisément pour rester cohérents avec eux-mêmes et avec leurs préoccupations collectives qu'ils imaginent la réunion des deux camps, ultime planche de salut à laquelle se raccrocher. Mais eux-mêmes savent où ils sont, ce qui concorde avec le fait que, dans l'enquête effectuée en 1988 pour le CEVIPOF, 97% des personnes interrogées sont d'accord pour se situer sur un axe gauche/ droite. Guy Michelat a raison de souligner que "la perte de prégnance des notions de droite et de gauche concernerait alors plus l'offre que la demande politiques"(8). Les personnes interrogées en 1992 ont des convictions, des attaches, des traditions, mais elles ne croient plus que le splendide isolement de chacune des famines politiques, et qui plus est la guerre entre l'une et l'autre, puisse contribuer à enrayer les difficultés des Français. Un homme (employé) qui a voté à gauche toute sa vie déclare qu'il faut "rassembler les gens sur des problèmes réels au lieu de poser des étiquettes" car "on ne se bat pas pour avoir des gens de gauche ou de droite, on se bat pour une cause noble". Elles placent l'idée de solidarité sociale au plus haut et en infèrent un rêve de solidarité politique. Tout en concluant, car elles ne sont pas forcément naïves, que ce sera difficile.

Dans l'attente de ce que la société politique leur offrira, toutes ne sont pas en mesure de dire pour qui elles voteront lors d'une prochaine consultation électorale: de fait, si certains envisagent de s'abstenir ou de voter blanc, toute la palette est représentée, à l'exception du Front National. Certains songent à soutenir à nouveau la

gauche comme ils l'ont toujours fait, ce qui les distingue de l'un des modèles mis au point par Jean-Marie Donegani, Guy Michelat et Michel Simon à partir d'entretiens non-directifs réalisés en 1978. Une partie de l'argumentaire ayant permis la construction de ce modèle consistait à dire: "Il y a du bon et du mauvais des deux côtés, dans tous les partis (...). Puisqu'il y a deux tendances principales, le communisme et le capitalisme, il faudrait qu'ils soient autant représentés dans le gouvernement et qu'ils gouvernent ensemble sans s'opposer systématiquement"(9). Or les personnes correspondant à ce modèle votaient toutes à l'époque pour la majorité du centre et de droite. Ce qui semble nouveau aujourd'hui, c'est l'apparition de cet "oecuménisme" chez des personnes de gauche qu'on a rarement vu envisager un rapprochement avec la droite, depuis l'époque du général de Gaulle en tout cas. Signe supplémentaire de l'extension de la crise qui traverse l'électorat.

A certains égards, c'est une politique "désidéologisée" que, dans ce modèle, on appellerait de ses vœux, une politique qui laisserait ses étiquettes au vestiaire pour tenter de résoudre, par une nouvelle alliance, les difficultés rencontrées par les habitants du pays.

LA POLITIQUE DÉPROFESSIONNALISÉE OU LA POLITIQUE CONTRE LA CLASSE POLITIQUE: "LA POLITIQUE DEVRAIT SE RAPPROCHER DES ASPIRATIONS RÉELLES DES GENS"

Ce modèle regroupe onze personnes qui sont intéressées par la politique ou voudraient s'y intéresser, qui se préoccupent des problèmes politiques et notamment du devenir des autres (au sens le plus large) mais qui récusent la classe politique et déclarent ne pas pouvoir s'intéresser à elle quand elles ne la mettent pas vertement en cause. D'emblée, elles énoncent donc le double sens que revêt pour elles le mot politique, un sens positif renvoyant à ce que devrait être exclusivement la politique (gestion, grands choix de société, amélioration du sort des gens, problèmes à résoudre, etc...) et un sens négatif, ce qu'en a fait la classe politique qui a dévoyé la mission qui lui a été confiée et qui apparaît affublée de tous les travers (parfois chargée de tous les crimes).

La classe politique est tout d'abord considérée comme étant en panne d'honnêteté. Un petit fonctionnaire explique que la politique qui le mobilise c'est "s'occuper de gérer la nation, les affaires de l'État, le devenir des citoyens" mais qu'il ressent un véritable "ras-le-bol à l'égard de la classe politique elle-même" compte tenu de la multiplication des détournements, pots-de-vin et scandales. Une étudiante dit s'intéresser peu à la politique à cause des "affaires de pognon", de fausses factures et des "magouilles" alors qu'il lui semble par ailleurs important de, s'y intéresser. La corruption qui est loin d'être nouvelle dans l'histoire politique française, serait d'autant plus mal acceptée que l'ensemble de la situation socioéconomique est critique: "L'argent malpropre ou le laxisme coupable n'éclaboussent qu'à l'heure du doute" écrit

Jean-Pierre Rioux (...) "si le régime connaît des difficultés pour cause de crise politique, économique, sociale ou internationale, (...) l'affaire monte plus vite à ébullition, le mépris puis la haine des "pourris" s'étaient"(10).

La seconde critique porte sur l'occupation du pouvoir par des hommes qui ne sont intéressés que par cet exercice du pouvoir, "sans réellement se soucier ou très peu du moins de l'intérêt des gouvernés" (homme cadre supérieur). On s'éloigne de plus en plus de la définition de la démocratie: "Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple" dans la mesure où ce pouvoir est confisqué par un petit nombre de décideurs, les députés eux-mêmes étant dépossédés de leurs prérogatives théoriques par l'usage répété du 49/3. D'où la question posée par certains: A quoi cela sert-il d'aller voter? Dans cette course, de surcroît, tous les moyens sont bons pour arriver aux fins visées, dans une sorte de grand spectacle qui s'oppose complètement à ce que devrait être en fait la politique: "les grands choix de société" et "la prise de conscience de chaque citoyen sur les choix qu'il a déterminés" (Agent RATP).

Tout à ses combats de gladiateurs, à ses querelles d'hommes, la classe politique ne s'occupe pas des vrais problèmes. Nos interlocuteurs, qui s'intéressent à ce qui se passe en France (chômage, pauvreté, exclusions de toutes sortes) ou dans le monde (faim, affrontement Nord-Sud), disent ne pas pouvoir porter attention à cette politique "politicienne", qui paraît si loin des enjeux les plus cruciaux. Prise par ses jeux stériles, la classe politique s'est éloignée des citoyens et ne sait même plus ce que sont leurs drames, leurs besoins; elle n'a plus aucune notion de ce qui se passe dans la vie quotidienne de millions d'êtres humains pour lesquels chaque journée constitue un parcours du combattant. Un boucher suggère, comme remède, le retour "à la base" des élus après chaque mandat, pour qu'ils reprennent contact avec la réalité.

Enfin, la classe politique pratique l'abstraction, la langue de bois, et ne peut être véritablement comprise. C'est un reproche tout particulièrement formulé par des femmes qui disent entendre un langage qui n'est pas le leur, "des discours qui ne répondent pas à ce qui se passe vraiment" (gynécologue). L'une d'elles, enseignante, oppose à cette abstraction les paroles d'une Simone Veil qui "était plus dans le concret" et ajoute: "Les femmes, je les trouve moins prises dans le carcan du discours".

Lors des régionales, trois des personnes appartenant à ce modèle ont, malgré tout, voté pour des forces représentées au Parlement (PS pour l'une, RPR pour les deux autres). Cinq d'entre elles ont porté leurs suffrages sur les écologistes et les renovateurs ou ont mis dans l'urne un bulletin blanc. Une seule n'est pas inscrite sur les listes électorales. Il est à signaler que toutes expriment une vive opposition à l'encontre du Front National.

A l'intérieur de ce modèle, il faut faire la place à une variante que l'on pourrait appeler "la politique des rebelles" et qui correspond aux entretiens conduits avec deux jeunes femmes qui poussent jusqu'au paroxysme la dissociation entre la classe

politique et la politique, qui par ailleurs les passionne, en mettant en cause, globalement, "le système" et en militant pour l'abstention lors des consultations électorales. L'une, étudiante, est préoccupée par tous les problèmes d'exclusion, en France et partout ailleurs, et oppose la politique en tant que "intérêt que l'on peut porter au fonctionnement du monde" et "la politique comme elle est vécue par les hommes politiques, c'est-à-dire l'horreur", une politique qu'elle dit "refuser complètement". "La politique qui m'intéresse, elle se bat contre la politique des hommes politiques". Et elle choisit contre cette dernière la politique de Coluche, de l'Abbé Pierre, de René Dumont, d'Hubert Reeves et de Jacques-Yves Cousteau. Donc elle refuse de voter pour un petit groupe fermé qui décide en son sein qui aura telle ou telle place et rappelle la phrase "la dictature c'est ferme ta gueule! La démocratie c'est cause toujours". Une jeune employée de bureau annonce qu'elle voudrait que "les gens fassent la démarche de ne plus aller voter" pour des individus qui "ont perdu la notion de l'humain", et qu'elle serait prête à manifester pour inciter ses concitoyens à s'abstenir. Car réussir à les convaincre, "c'est comme si tu prenais la Bastille! mais sans arme (...). Dans un sens, ça serait une révolution". La contestation du système politique et social va d'ailleurs assez loin puisque l'une d'entre elles justifie le fait que les jeunes des banlieues qui n'ont rien volent les blousons ou les sacs de ceux qui ont tout et déclare à leur propos: ce sont les nouveaux Robins des Bois. On retrouve, chez ces "rebelles", les "marginaux" isolés par Françoise Subileau, "marginaux" qui "refusent les valeurs de ce qu'ils appellent la société de consommation mais sont prêts à se mobiliser contre l'extrême droite"(11). Ce refus du Front National est d'ailleurs tel chez les rebelles que l'une d'entre elles finit par dire: si, lors d'un second tour d'élection présidentielle, il y avait face à face Le Pen et Rocard, j'irais tout de même voter Rocard.

Au total, les personnes réunies dans ce modèle aspirent à une politique déprofessionnalisée qui ferait la part plus belle aux hommes de la société civile, souhaite qui s'exprimait déjà à certains égards dans le modèle précédent.

LA POLITIQUE DÉSENCHANTÉE: DE "CHANGER LA VIE" À "CHANGER D'AVIS".

On trouvera réunie ici la génération flouée, tous ces déçus du socialisme (10 dans notre enquête) qui ont voté pour le PS en 1981 et chez qui prévaut aujourd'hui le désarroi, la colère, l'indignation quand ce n'est pas une véritable souffrance. Dès qu'on leur soumet le mot "politique", ils expriment leur malaise, et mesurent toute la distance qui sépare ce que devrait être la politique (ce que fondamentalement, cela représente pour eux), de l'expérience, désastreuse à leurs yeux qu'ils viennent de vivre.

Une femme, professeur de collège, dit qu'elle a rencontré la politique au sein de sa famille, pétrie de républicanisme et d'idées de gauche, et note: "Mes valeurs j'y tiens toujours mais j'ai, malgré tout, le sentiment d'être un peu perdue (...) à cause d'un grand tissu de mensonges ou je me sens prise". Une employée de bureau au chômage

déclare: "Pour moi, c'est la défense du pays. Ce devrait être aussi une façon d'exprimer ses opinions et que ces opinions soient prises en considération. J'ai pas l'impression que ce soit vraiment le cas". Autre exemple, un homme professeur du secondaire avoue d'emblée: La politique c'est pour moi "quelque chose de passionnant de 15 à 25 ans, d'inquiétant de 25 à 30, de décevant de 30 à 32" (Il a 32 ans).

Tous ont cru qu'en 1981 la vie allait changer, que la société allait être transformée, que les gens allaient vivre mieux. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle un certain nombre d'individus de droite ont voté socialiste, parce qu'il y avait un espoir d'amélioration. Un ex-plombier en invalidité se rappelle: "En 81, moi j'étais pas de gauche, je m'ai mis à gauche en croyant qu'un gouvernement ouvrier... J'ai voté à gauche en me disant: ça va aller mieux et (...) c'est peut-être pire". Pour certains, c'était la première fois qu'un gouvernement correspondait à leurs idées et ils en attendaient tout ce que la droite s'était jusque-là abstenue de réaliser en matière sociale

Leur désillusion d'aujourd'hui est donc à la mesure de leurs espérances d'hier. Et leurs griefs nombreux.

Ils critiquent tout d'abord une politique qui n'est pas parvenue à réduire les inégalités sociales, à résoudre les problèmes de pauvreté, qui a abandonné à leur sort les immigrés (encore que les attitudes à l'égard de ces derniers diffèrent quelque peu selon qu'on était à gauche ou à droite avant 1981), les populations des banlieues, les femmes, les jeunes. Qui n'a su réformer ni la santé, ni la justice, ni surtout l'Education nationale. Il faut souligner que parmi ces déçus du socialisme on trouve plusieurs professeurs (de Collège et de LEP) qui faisaient donc partie des plus fervents supporters du pouvoir rose et qui en attendaient une action efficace destinée à freiner la "fabrication" d'exclus à laquelle ils se désespéraient de participer. Or, dans ce domaine, ils constatent que la situation est allée en empirant. Pour une enseignante, "on est en train de reconstruire une société de maîtres et d'esclaves". Les classes sont de plus en plus surchargées et ne permettent pas que l'on s'occupe des élèves en difficulté. Les consignes comme " 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac" tendent à faire accéder aux classes terminales des élèves qui n'ont pas les acquis indispensables et qui, ne recevant pas par ailleurs la formation professionnelle nécessaire pour entrer sur le marché du travail, sont voués ainsi à devenir chômeurs. Tous ces enseignants qui assistent, impuissants, à ce gâchis ne peuvent que condamner les socialistes qui à l'évidence, auraient au moins dû s'atteler à cette tâche prioritaire: donner à chacun la formation dont il a besoin.

Mais ce n'est pas le seul grief qui est adressé aux responsables. On leur reproche de s'être complètement coupés des vrais problèmes des Français. On déplore que François Mitterrand ait privilégié la politique étrangère et les grands chantiers et qu'en règle générale les socialistes aient préféré la "macro-économie et la macro-politique" au détriment du sort des Français (et des autres ajoute-t-on) alors qu'on aurait pu "améliorer les petites choses de la vie quotidienne". On les accuse

d'avoir changé d'idées en cours de route (ils "avaient pris comme slogan la phrase de Rimbau 'changer la vie' et maintenant ils ont changé d'avis" déclare un enseignant), d'avoir renoncé beaucoup trop vite à provoquer les transformations nécessaires. Un professeur dit qu'il a fait sienne la phrase de Salman Rushdie: "Essayez! Echouez! Essayez encore! Echouez mieux" et qu'il regrette qu'elle n'ait pas été entendue. Lui-même aurait été prêt à payer plus d'impôts pour financer une vraie politique de réduction des inégalités.

La plupart des "désenchantés" sont amenés à délivrer une réflexion sur le pouvoir. Ils constatent que celui-ci gâte les hommes tout d'abord parce qu'il peut les pervertir individuellement et une enseignante admet que son tort a été de croire que "les gens de gauche n'étaient pas les mêmes êtres humains que les gens de droite" (or toutes les "affaires" montrent à l'évidence qu'ils n'étaient pas si différents). Le pouvoir communique aussi le goût du pouvoir, jusqu'à faire perdre son âme pour le conserver. Une jeune femme qui vient de quitter l'enseignement pour travailler dans l'édition dit qu'à ses yeux "la politique devrait être le contraire de la soif du pouvoir personnel. Il faudrait que ce soit entre les mains de gens très altruistes". Plus sévèrement, un autre enseignant souligne: les socialistes "au départ, ont vu l'arrivée au pouvoir pour imposer leurs idées et ensuite ils ont envie d'avoir des idées pour rester au pouvoir". Par ailleurs, il conduit à adopter des points de vue qui donnent le pas à une machine sur ses administrés, ce qui est jugé inacceptable: "La raison d'État était plus forte que la raison" (homme, professeur).

Les compromissions inhérentes à l'exercice du pouvoir amènent à poser le problème du rapport entre morale et politique et à exiger que l'on n'abandonne jamais la première: la phrase "La morale pour moi c'est l'essentiel!" court dans tous les entretiens sous des formulations diverses, et dans le relâchement constaté, certains voient une véritable trahison. Est notamment jugé immoral "le jeu d'apprentis sorciers" des socialistes avec l'extrême-droite, jeu conduit dans le seul but de se maintenir au pouvoir: on a vu "una gauche qui essaie de faire monter l'extrême-droite pour se retrouver avec 2/5ème, la droite 2/5ème, l'extrême-droite 1/5ème, histoire que ce soit ingouvernable et que donc les modérés s'unissent du centre droit au centre gauche" rappelle un professeur qui insiste sur le fait que Hitler avait commencé en 1928 avec 800.000 voix. Il faut souligner que toutes les personnes relevant de ce modèle expriment une très vive hostilité à l'encontre du Front Nacional et disent qu'en cas de danger elles seraient prêtes à se mobiliser.

La question qui se pose pour elles est de savoir quels choix politiques elles vont privilégier à l'avenir. De fait, pour celles qui se situaient à droite avant 1981, le retour à la droite s'était effectué dès avant 1988, et pour quelques-uns aux régionales de 1992. Mais avec de grandes interrogations concernant la prochaine présidentielle. L'ex-plombier qui dit par ailleurs "bien aimer" Jacques Chirac n'est pas sûr que ce dernier fera tout ce qu'il a annoncé s'il est porté au pouvoir et conclut: "J'ai le doute". Pour ceux qui se réclamaient d'une tradition de gauche, les régionales ont été

l'occasion de voter pour Génération-écologie ou pour le PC (considéré comme "un petit parti" par une enseignante). Pas toujours de gaieté de coeur. Une femme, professeur de collège, raconte que jusque dans l'isolement elle a hésité mais l'envie de donner une leçon aux socialistes l'a emporté. Une seule (une avocate) a malgré tout soutenu à Paris la liste PS. Et, là également, pour la présidentielle, l'interrogation s'impose. Car autant le choix de Génération-écologie pour des régionales (élections "intermédiaires") semblait une bonne formule, autant l'hésitation s'exprime concernant la magistrature suprême. L'ex-enseignante dit qu'elle finira peut-être par revoter socialiste mais "la mort dans l'âme", une autre femme convient que "si ça redémarre, je redémarrerai avec eux" car elle est encore traumatisée par sa première infidélité aux socialistes. Pour les autres, l'incertitude demeure.

L'INDIVIDUALISME POLITIQUE: "JE RAMÈNE, LA POLITIQUE À MOI... À MES PROBLÈMES"

Ici nous entamons la description des modèles potentiels. Ce premier modèle est constitué à partir de deux entretiens seulement mais qui ne ressemblent à aucun de ceux que nous avons vus jusqu'ici. Ils indiquent donc une piste qu'il conviendrait de valider en réalisant d'autres entretiens.

Pour ces deux personnes (un homme de 30 ans, cadre commercial en province, une femme de 20 ans, employée de bureau à Paris), la politique est connotée négativement dans la mesure où elle s'avère incapable de résoudre leurs problèmes personnels. Ils disent donc le premier qu'il s'y est intéressé mais qu'il ne s'y intéresse plus compte tenu de ce qu'il a dû subir depuis un certain nombre d'années, la seconde qu'elle voudrait s'y intéresser mais que cela lui est difficile parce que rien ne change, rien ne s'améliore dans ce qui la gêne. Il s'agit de personnes assez individualistes et qui voient ce qui les entoure au seul prisme de leur propre sort. La politique est donc rejetée dans la mesure où elle ne satisfait pas leurs intérêts personnels. Ainsi, le cadre commercial estime ne pas vivre mieux que les assistés et les immigrés à qui l'on fournit aide sur aide, alors que lui travaille, essaie de s'en sortir mais s'avoue découragé de faire tant d'efforts quand d'autres perçoivent toutes sortes d'allocations sans vouloir rien faire: "Pour moi, l'idée générale de la gauche, c'est d'assister les basses classes sociales qui de toutes les façons n'ont pas le courage de s'en sortir d'eux-mêmes". Et il est indigné de constater qu'on aide des étrangers au détriment de ceux dont les parents, grands-parents et ancêtres sont nés dans le pays. La jeune employée, qui a grandi dans une famille de cadres supérieurs, découvre les difficultés de la vie quotidienne et déclare ne supporter ni le métro, ni les embouteillages, ni les noirs et les arabes qui l'abordent dans la rue, ni les petites vieilles à qui il faut laisser sa place dans le bus. Elle trouve inadmissible qu'on prélève sur son salaire des cotisations sociales: "Ça me choque qu'on me retire de l'argent pour les allocations familiales, et puis moi j'ai pas d'enfant! Pour la sécurité sociale: *a priori*, je vais chez le médecin une fois tous les six mois parce que c'est nécessaire! Pour la retraite: j'ai même pas vingt ans, je ne suis

pas concernée par le problème! J'ai pas envie de payer effectivement pour les autres". Et elle rend les socialistes responsables de ces désagréments puisque, dit-elle, "ils sont au pouvoir depuis que je suis née". Et elle n'éprouve guère de confiance dans les "autres" qu'elle passe en revue pour les critiquer tout autant.

Ces deux interlocuteurs affichent donc un rejet de la politique mais parallèlement ils sont informés, ils analysent, ils argumentent. Tous deux sont aussi très axés sur leur environnement immédiat: ainsi, l'un ne lit plus dans les journaux que les articles concernant sa région, l'autre voudrait que les nouvelles nationales dominent l'actualité télévisuelle au détriment de l'étranger et de l'Europe (elle est contre l'Europe par patriotisme).

Tous deux votent. Et leur exaspération les conduit à éprouver une certaine sympathie pour l'extrême-droite alors qu'ils ont eu ou ont encore une certaine familiarité avec la gauche. Le cadre commercial a voté socialiste en 1981 alors qu'il avait grandi dans une famille de droite et, lors des régionales de 1992, il a voté pour une liste du Front National. La jeune employée est issue d'une famille de gauche et a voté aux régionales pour la liste conduite par Alain Juppé tout en disant qu'elle pourrait envisager de voter pour le Front National si celui-ci se donnait un porte-parole plus modéré et moins antipathique que Jean-Marie Le Pen.

Un autre point commun doit être noté: tous deux ont, après leur baccalauréat, suivi une année d'études supérieures et se sont arrêtés pour entrer dans la vie active. Il y a vraisemblablement, dans leur trajectoire personnelle, des espérances adolescentes frustrées, le sentiment de ne pas avoir obtenu leur dû, en termes de mobilité sociale pour l'un, de maintien dans son milieu d'origine pour l'autre. "Nos sociétés pluralistes et de consommation paraissent les plus aptes à développer l'indéfini du désir et à accentuer l'intensité des insatisfactions" écrit Pierre Ansart. "Dans une telle contradiction, les limites, les échecs, tendent à être éprouvés comme des rejets, des agressions, des injustices"(12). La politique, qui les attire à certains égards, est en même temps rejetée parce qu'elle est jugée responsable des désillusions ressenties. Mais avec regret. La jeune fille trouve grave qu'à vingt ans on ne puisse pas se passionner pour elle alors qu'elle aimerait le faire. Le mouvement d'attraction-répulsion conduit en l'état à essayer de tenter sa chance avec une autre équipe que celle qui a "fabriqué" la politique incriminée.

LA PARANOÏA POLITIQUE OU LA POLITIQUE DU COMLOT: "ON NE NOUS DIT PAS "TOUT"

Là encore, il faut parler d'une esquisse dans la mesure où un seul entretien nourrit ce modèle mais il témoigne de l'existence d'un tout autre univers que ceux présentés jusqu'ici. Cet entretien a été réalisé avec un agriculteur de Lorraine, âgé de 61 ans, sympathisant du Front National. Il commence par affirmer que la politique ça ne

sert pas à grand-chose parce que "que ça tourne d'une façon ou de l'autre, il faut travailler quand même" et que, quand on est agriculteur, la vie est extrêmement dure, mais dans le même temps il dévoile un très vif intérêt pour cette politique qu'il appréhende avec une grille de lecture très particulière: il a le sentiment qu'il existe une sorte de complot permanent qu'il faut savoir déjouer en s'informant aux bonnes sources et qu'il décèle dans plusieurs domaines.

Complot des "techniciens" et des "technocrates" contre les agriculteurs dont on veut la disparition parce qu'il s'agit d'une population trop indépendante, ou qu'à tout le moins on ne comprend pas parce que les politiques sont trop loin de sa réalité quotidienne: "Moi je dis que les hommes politiques... il faudrait qu'ils viennent travailler un an à la ferme! Pour ça, les Chinois sont pas bêtes! Les Chinois, ils les mettent deux ans à travailler dans les champs". Complot des médias qui camouflent la vérité, en sorte qu'il faut en venir à lire des journaux "non conventionnels", à savoir Lectures françaises et Présent(13), pour avoir de vraies informations. Il raconte notamment comment, par ces organes de presse, il a appris que les ministres, après avoir quitté un gouvernement, continuent à percevoir pendant toute leur vie leurs émoluments de ministres.

Complot encore des socialistes qui placent leurs amis à tous les postes de responsabilité, notamment dans l'industrie, et qui sont à certains égards aidés par la droite qui, lorsqu'elle revient au pouvoir, laisse ces responsables en place: "Alors, c'est pour ça que, de la droite, il y en a plus. Il y a plus de vraie droite! Et le seul qui est de la droite c'est Le Pen. Alors c'est pour ça qu'on l'appelle extrême-droite! Tandis qu'autrement, les autres sont tous des gauchistes... des droites gauchistes quoi". Et ces dernières font, selon lui, la même politique que les socialistes.

De fait, à ses yeux, la finance mène le monde, dirige la politique, et cette finance est tenue par les juifs. Et, dans un raccourci saisissant, il donne en exemple Michel Rocard: "La preuve, c'est qu'il est fiancé à une juive". Propos qui rejoint ceux enregistrés par Brigitte Orfali lors de son enquête sur les adhérents du Front National: "L'idée d'une conspiration est souvent évoquée: elle désigne essentiellement les juifs et/ou les francs-maçons comme les protagonistes du déclin"(14). Complot enfin des "mondialistes", parmi lesquels figure Georges Bush, mais aussi des Européens qui veulent la disparition de la France et sa transformation en une simple région du monde.

Cet homme vit donc dans le soupçon permanent, plus encore, la certitude que la politique du mensonge est instaurée partout sauf au Front National qui est "un parti comme les autres" et dont il est scandaleux de décompter les voix comme on l'a fait à Metz lors de l'élection du Président du Conseil régional. Pour lui, cette pratique signifie que l'on n'est plus en démocratie: "Ils ont quand même été élus par le peuple" déclare-t-il à propos des conseillers régionaux frontistes. Il y a donc une diabolisation de la politique, une mise en cause radicale de tous ses segments à propos desquels il importe de rétablir le vrai, tenu soigneusement caché par le système officiel. Mais là

encore, il faut rappeler la pression d'une crise économique qui ne manque pas de menacer les agriculteurs et admettre, avec Raoul Girardet, que "quelles que soient par ailleurs la dénomination, la nature ou les motivations idéologiques de la conspiration dénoncée, cette dénonciation ne manque jamais de s'inscrire dans un climat psychologique et social d'incertitude, de crainte ou d'angoisse"(15).

L'INDÉCISION POLITIQUE: "JE POURRAIS PAS ME DÉFINIR À UN ENDROIT BIEN PRÉCIS"

Dernière "ébauche de modèle", celle établie à partir de deux entretiens conduits l'un avec une infirmière de Haute-Savoie, l'autre avec une dentiste parisienne, ayant toutes deux dépassé le cap des 50 ans.

Elles disent, la première commencer à s'intéresser à la politique après avoir passé la plus grande part de sa vie sans s'y intéresser du tout, la seconde s'être "détachée des préoccupations politiques". Elles se sentent toutes deux incompetentes dans ce domaine et aucune n'est inscrite sur les listes électorales. Elles ajoutent aussi, comme le font les personnes relevant d'autres modèles, qu'elles se méfient de la politique qui évoque pour elles des promesses non tenues et des hommes qui n'ont pas l'air de croire à ce qu'ils disent. Pourtant, elles se montrent très préoccupées par les problèmes qui se posent dans la société française: école, violence, logement, santé, justice, difficultés des gens à vivre en étant déracinés. Toutes deux défendent fermement les immigrés et déplorent le sort qui leur est fait, les attaques dont ils sont l'objet.

Leur problème vient de ce qu'elles ne savent pas se situer. Elles ont une certitude: leur hostilité à l'encontre de Jean-Marie Le Pen qui pourrait les pousser à s'inscrire, mais elles ne peuvent s'identifier à aucune des familles figurant sur l'échiquier politique. L'infirmière déclare que si elle votait ce ne serait en tout cas pas à droite, mais elle ne se sent pas non plus proche de la gauche et conclut que tous comptes faits, elle pourrait se placer au centre tout en ajoutant immédiatement: "Je ne sais pas". La dentiste dit que la gauche ne l'aime pas et qu'elle-même aime de moins en moins la gauche (elle critique notamment ce que les travaillistes ont fait subir à la médecine libérale anglaise), alors que la droite lui fait savoir qu'elle peut faire beaucoup pour sa profession. Mais elle ne peut s'identifier à cette droite ("Le Figaro, c'est pas moi") et à aucun prix n'irait manifester dans la rue avec les médecins car elle-même ne s'estime pas malheureuse. Elle déclare: "Je ne sais plus où me mettre" et ajoute que, s'il avait maintenu sa candidature et si elle avait été inscrite, elle aurait aimé voter pour Coluche car c'était "un clairvoyant".

Ces deux femmes refusent donc la droite et la gauche sans pour autant envisager de rejoindre les écologistes. Elles sont en panne d'identité politique. De fait, toutes deux connaissent des problèmes d'insertion sociale et subissent des pressions

contradictoires qui pourraient rendre compte de cette difficulté à choisir. L'infirmière est venue s'installer sur le tard dans un village où elle n'avait pas d'attaches et elle n'a pas, à ce moment-là, effectué son transfert d'inscription sur les listes de son nouveau lieu de résidence. La dentiste est juive et a toujours le sentiment qu'elle n'est pas acceptée et doit être en permanence prête "à faire sa valise". Elle souligne ce rejet dont elle est l'objet en expliquant notamment qu'un jour dans l'autobus, alors qu'elle prenait la défense d'un étranger, un passager lui a dit que les juifs n'étaient pas tous morts en déportation et que c'était bien dommage.

Il faut ajouter à cela les influences contradictoires qu'elles ont subies. L'infirmière a grandi dans une famille d'agriculteurs catholiques mais elle-même est devenue une petite salariée qui ne peut plus adhérer au système de valeurs de son milieu d'origine. La dentiste est née dans une famille de socialistes juifs français et, en embrassant une profession libérale et en épousant un dentiste, elle s'est retrouvée dans un groupe situé à droite. Toutes deux ont tenté de se soustraire aux problèmes qu'elles pouvaient rencontrer en se retirant du jeu politique. Les difficultés d'identification et de participation seraient liées à un déficit d'insertion sociale et à une rupture peut-être mal vécue avec le milieu d'origine. On retrouve donc ici une situation classique, mise en évidence de longue date par la science politique⁽¹⁶⁾, le défaut d'intégration sociale générant à certains égards des difficultés d'intégration politique.

CONCLUSION

Au total, la grande majorité des personnes rencontrées au cours de cette enquête rejettent la politique telle qu'elle peut apparaître sous son visage parlementaire, gouvernemental et partisan. Les "classiques" ne font plus recette: ni les forces, ni les hommes, ni les pratiques. Mais les problèmes politiques, l'action politique, tout ce qui peut être fait pour changer le sort des Français (et, dans une certaine mesure, des étrangers) les intéresse au plus haut point. Il n'y a pas trace de dépolitisation, entendue comme la désaffection par rapport au sort de la collectivité, dans les discours tenus entre janvier et mai 1992. Ce n'est pas la politique au sens des grands enjeux du moment et notamment des effets de la crise économique qui est récusée mais les partis et leurs hommes, un langage déconnecté de celui des citoyens, un mode de vie qui empêche la classe politique d'être en prise sur le réel et, à l'évidence, la corruption dont Yves Mény écrit que "jamais comme dans la dernière décennie (elle) n'a été aussi systématique, organisée, méthodique"⁽¹⁷⁾.

La conscience des grands problèmes est vive, quelles que soient les solutions escomptées: du chômage aux relations Nord-Sud, tout est pris en compte et ressort tout particulièrement une préoccupation presque constante concernant l'exclusion. Y compris lorsqu'elle engendre la peur comme chez cette retraitée qui pense qu'un homme au chômage peut être poussé à commettre de mauvaises actions, à s'approprier par exemple le bien d'autrui. Elle est considérée en tout cas comme le

souci majeur aussi bien de ceux qui se rattachent au modèle de la "politique tranquille" que de ceux qui éprouvent un mal-être. Dans ce contexte, tous soulèvent le Problème des immigrés. Si un petit nombre les verrait repartir d'un bon oeil, la plupart voudrait que cesse leur relégation. Mais, en tout état de cause, la mention revient et, avec le chômage et l'école, apparaît comme l'une des préoccupations majeures de cette année 1992.

Par rapport à la gravité de ces nouvelles plaies d'Egypte, l'agitation de ceux qui sont désignés comme "les clowns", "les guignols", les "rigolos", apparaît quelque peu dérisoire et -effet inattendu d'une réforme démocratique- les retransmissions télévisées des séances du mercredi à l'Assemblée nationale entretiennent à l'envi cette impression de divorce entre les "administrateurs" et leurs administrés. En conséquence, l'attente se fait forte par rapport à des "nouveaux", des "hommes de terrain" (l'expression revient plusieurs fois), en bref des personnalités de la société civile. Quand on mentionne Kouchner, c'est pour dire "il sait de quoi il parle", "il va sur le terrain". Et, à diverses reprises, on critique un système dans lequel les responsables passent d'un ministère à un autre sans fournir la preuve de leur qualification.

Peut-être conviendrait-il alors de faire une distinction entre, faute de mieux et par convention, la politique et le politique. La politique au sens de la politique "politicienne" maintes fois évoquée dans ces entretiens, politique qui fait penser, selon une styliste, "à des partis qui se contredisent tous, à un éternel mensonge, à une comédie... Rien n'est authentique. Tout n'est que jeu". Et cela, qui renvoie aux pratiques, les Français sont de plus en plus nombreux à le récurser. A l'opposé, se situerait Le politique, c'est-à-dire les grands enjeux de la période contemporaine, les problèmes qui se posent tant au pays qu'au reste du monde, et auxquels aucune solution n'est apportée: chômage, échec scolaire, pauvreté, exclusion, immigration, déséquilibres Nord/Sud, guerres, famines, environnement malmené, etc... Le politique, entendu en ce sens, préoccupe ceux et celles qui ont été interrogés pour cette enquête, et si, comme le dit encore la styliste, la finalité de la politique est "un changement vers ce qui est meilleur pour les gens", on est d'autant plus déçu quand on voit qu'elle se réduit aux "vendettas" plus ou moins douces qui sont livrées quotidiennement au sein de la classe politique.

La politique revêt donc bien pour les Français le double visage de Janus. A la fois attirante et détestée, elle les intéresse mais ils voudraient qu'elle se débarrasse de ses vieux oripeaux, qu'elle s'offre un coup de neuf pour prendre à bras le corps les difficultés auxquelles ils sont confrontés chaque jour, celles qu'ils affrontent personnellement mais surtout -pour nombre d'entre eux- celles qui assaillent "les autres", les plus démunis. Cette ambivalence conduit à formuler une remarque méthodologique. Si l'on admet la polysémie du terme politique, on ne doit pas s'étonner que, dans les sondages, près de la moitié des personnes interrogées déclarent s'intéresser "très peu" ou "pas du tout" à la politique: en effet, selon le sens auquel celle-ci est entendue, une réponse négative peut être donnée par des individus qui pourtant s'y intéressent. Dans les entretiens présentés ici, il est fréquent que la première réaction enregistrée

soit: "ça ne m'intéresse pas beaucoup" ou "ça ne me passionne pas vraiment" ou encore "je ne suis pas politisé". Alors que tout dans la suite du discours, dénote une prise en charge réelle des affaires collectives. Cette attitude négative est souvent le fait de femmes qui semblent, plus encore que les hommes, rebutées par la "politique politicienne" et qui ont de surcroît, par modestie, une vraie réticence à affirmer leur compétence politique. Ce qu'elles auraient l'impression de faire si elles déclaraient d'emblée "Ça m'intéresse beaucoup" et qui pose avec urgence le problème de l'indicateur classique relatif à l'intérêt politique. Peut-être serait-on plus près de la réalité des attitudes en demandant aux personnes interrogées si elles parlent politique avec leurs proches ou si elles s'intéressent aux problèmes politiques.

Intéressés, les Français apparaissent aussi, dans cette enquête, plutôt bien informés de ce qui se passe non seulement autour d'eux mais aussi dans l'ensemble de la France et dans le monde. On peut lire dans cette nouvelle donne l'effet de l'élévation récente du niveau d'études mais il faut signaler aussi que, même chez ceux qui ont un faible bagage scolaire, les connaissances existent, fournies notamment par la télévision. La référence à cette dernière est présente dans pratiquement tous les entretiens et elle est, on l'a signalé, à double tranchant. Le petit écran apporte des nouvelles mais aussi, quotidiennement, la preuve de la caducité des règles du jeu, des discours et des comportements politiques. De la colère de Laurent Fabius au lendemain des élections régionales, un agriculteur dit: "Un gosse de onze ans se serait mieux tenu". A cet égard, Nonna Mayer et Pascal Perrineau ont raison de souligner l'importance du processus de "mobilisation cognitive" analysé par Ronald Inglehart et Russel Dalton, et d'écrire que "disposant de ressources politiques suffisantes pour affronter les arcanes de la politique et élaborer eux-mêmes leurs décisions, les citoyens s'émancipent peu à peu des élites ou des groupes de référence qui jadis les guidaient en matière de mobilisation politique"(18). Les Français interrogés en 1992 n'ont pas, en tout cas, leur langue dans leur poche et ne parlent pas politique en s'en tenant au flou artistique. Ils ont des connaissances, une mémoire et, en conséquence, portent des jugements étayés.

Une restriction toutefois doit être apportée à cette appréciation optimiste. Une bonne partie des personnes interrogées n'ont-elles pas une vision idéaliste, parfois naïve de la politique en pensant que l'on peut nier le conflit d'une part, faire disparaître les compromis (et les compromissions) qui accompagnent toute procédure d'arbitrage d'autre part? Peut-on envisager la politique sans affrontement d'idéaux et d'intérêts? Et sans recours à des "moyens", au sens large, justifiés par les fins visées? Au total, l'angélisme a-t-il sa place en politique et, plus sérieusement, politique et morale peuvent-elles marcher du même pas? Bon nombre de Français semblent pourtant l'exiger avec force et défendre le "point de vue moral" qui "consiste à vouloir introduire du sens dans le monde"(19). Peut-on en conséquence parler de citoyens "informés" tout en constatant par ailleurs qu'ils sous-estiment la nécessité du conflit?

Même si l'on est en droit de discuter à l'infini sur ce que doit et ce que peut être

la politique, et de tenter de noter les Français à l'aune de définitions réalistes ou idéalistes, on doit cependant admettre la compétence de ces derniers, sinon leur nouvelle compétence. Et c'est parce qu'ils seraient compétents, peut-être plus compétents, qu'ils se montreraient aussi critiques. Est-ce si mauvais signe? On pourrait répondre, avec Georges Vedel, que "plus sûr de lui, plus lucide, le citoyen est aussi plus exigeant envers la politique Ce citoyen mal content est porteur d'espoir"(20).

Il y aurait donc actuellement une crise de la représentation tout particulièrement liée aux nouvelles qualités, partant aux nouvelles aspirations des Français. Mais il faut aussi convenir que ce type de crise est loin d'être la première. En 1914, Robert Michels rapportait déjà ce proverbe en vogue dans les milieux ouvriers français: "Homme élu! Homme foutu"(21). En 1934, c'est à la suite de poussées d'antiparlementarisme que le sang coula sur le pavé parisien. Au début des années cinquante, après avoir séjourné à Peyrane (de fait Roussillon, dans le Vaucluse), Laurence Wylie montrait à quel point les "ils" de l'extérieur étaient critiqués en des termes parfois très violents: "Les Peyranais sont tous d'accord sur ce point- tout homme qui a des droits sur vous ne peut vous faire que du mal. Ils admettent volontiers qu'un individu puisse être vertueux quand il commence à faire de la politique, mais ils sont persuadés qu'il ne peut le rester s'il prend le pouvoir. Hormis quelques partisans du MRP, tous les gens de Peyrane disent que les dirigeants du parti pour lequel ils votent ainsi que ceux des autres partis sont tous "une bande de gangsters"(22).

Plus près de nous, au début des années soixante, des politologues s'étaient interrogés sur le fait de savoir si une certaine dépolitisation dont on parlait beaucoup à l'époque était un mythe ou une réalité(23). Penchant plutôt pour le mythe, ils concluaient à une désaffection par rapport aux partis et aux idéologies. Leo Hamon diagnostiquait en fait "une redistribution profonde dans l'intérêt pour la chose publique, valorisant les questions internationales, économiques, techniques, pédagogiques, mais dévalorisant, avec les aspects théâtral et passionnel de la vie politique, la compétition elle-même"(24). Il mettait donc déjà l'accent sur la dissociation effectuée par les citoyens entre les problèmes et la guerre des gangs de ceux qui avaient la charge de les résoudre. Georges Lavau analysait pour sa part le phénomène observé comme "une émancipation à l'égard de ceux qui, jusqu'alors, étaient les guides", comme une désaffection par rapport aux modèles (trop) anciens proposés par "l'homme politique"(25). Dans ces années-là, on attendait des clubs et autres "forces vives" qu'ils régénèrent la politique et prennent la relève de partis et d'hommes jugés usés.

Le processus de rejet des professionnels de la politique et des idéologies n'est donc pas nouveau. Mais ce qui pourrait l'être, c'est sa mise en oeuvre par une population plus compétente et plus massivement partie prenante de la critique entamée.

Ce qui serait plus neuf aussi, ce serait cette interrogation sur le pouvoir et sur l'immanquable fin de non-recevoir qu'il ne cesse d'opposer aux demandes des citoyens.

Et si l'État ne pouvait rien faire précisément au nom de la raison d'État? Une femme cadre moyen déclare, en se référant à cette raison d'Etat: "C'est quand quelqu'un est au pouvoir, est plein de bonne volonté, qu'il a une couleur idéologique particulière et qu'il ne peut pas continuer en ce sens parce qu'il y a des pressions externes qui sont plus fortes". Là est le drame du politique souligne Michel Maffesoli: "Tout à la fois tributaire d'une base qui lui sert de support, et immanquablement amené à s'en abstraire. D'un côté le social, sa vitalité, son désordre fondateur, en bref la société "sans qualité", de l'autre l'Etat, sous ses divers modulations, son ordre mortifère, et sa raison monovalente"(26). Et si la guerre des gangs irrite, le splendide isolement de l'État, sourd à des aspirations jugées légitimes, et capable de couler très vite dans son moule ceux qui, la veille encore, apparaissaient comme les porte-parole des citoyens ordinaires, ne laisse pas d'angoisser, et risque à terme d'entraîner une désaffection. Tant qu'ils peuvent critiquer des hommes et imaginer comme ils le font à l'heure actuelle que d'autres -des jeunes, des francs-tireurs, des personnalités non-inféodées aux partis- pourraient prendre la relève, ils ne songent pas à se retirer dans leur tour d'ivoire. Tout dans leurs propos, montre au contraire qu'ils entendent résister. Dans une République devenue pour certains "une affaire de maffieux"(27), ils protestent en usant des moyens mis à leur disposition (vote pour les forces extraparlimentaires, vote blanc, abstention par exemple), mais s'ils doivent convenir qu'il ne reste plus qu'à désespérer de l'État, alors pourrait s'ouvrir une crise politique autrement plus grave que la crise de la représentation qui est diagnostiquée depuis quelques temps. Elle ne fait que poindre, dans certains entretiens, à propos du chômage notamment, mais elle pouffait bien s'amplifier dans les années à venir. Sans doute le processus de décentralisation entamé en 1982, et la multiplicité des centres de décision qui en est résulté y est-il pour quelque chose, l'émiettement des responsabilités aboutissant à raréfier et à rendre moins lisibles les réponses centrales auxquelles étaient habitués les Français.

Alors crise plus grave aujourd'hui qu'hier? Sans doute, dans la mesure où la crise de la représentation s'enracine dans une crise économique que personne ne se déclare plus capable de juguler, dans la mesure aussi où l'éducation étant mieux partagée et l'information accessible à tous, la critique peut se faire plus argumentée, dans la mesure enfin où, après l'expérience de l'alternance, surgit la crainte que, face aux problèmes de la société civile, l'État-providence dont on attendait beaucoup puisse désormais demeurer sourd aux demandes de la société civile.

NOTES

- (1) BERTHO, Alain: "Une crise de la politique?", Mentalités et représentations politiques . Paris, Edires, 1989, p. 167; FURET, François: "La France unie", in FURET, François, JULLIARD, Jacques, ROSANVALLON, Pierre: La République du centre. Paris, Calmann-Lévy, 1988, p. 52; ROSANVALLON, Pierre: "Malaise dans la représentation", Ibid., p. 131-182; PORTELLI, Hugues: "La crise de la représentation politique en France", Regards sur l'actualité n° 164/septembre-octobre 1990, p. 310; MISSIKA, Jean-Louis: "Les faux-semblants de la 'dépolitisation'", Le débat, janvier-février/1992, p. 19; MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal. Les comportements politiques. Paris, Armand Colin, 1992, p. 148.
- (2) PERRINEAU, Pascal: "La demande de renouvellement du système politique", Le vote éclaté. Paris, Département d'études politiques du Figaro/Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, p. 252.
- (3) Pouvoirs n° 62/septembre 1992, p. 138.
- (4) Notamment en Eure-et-Loir, en Haute-Savoie, dans le Pas-de-Calais, en Picardie, en Lorraine et à Lyon. Je remercie ici ceux de mes étudiants du DEA de l'IEP de Paris qui ont effectué des entretiens pour cette enquête.
- (5) DUHAMEL, Alain: "Les enfants gâtés de la démocratie", Le Monde, 21-22/janvier 1990.
- (6) Pour chaque modèle, figurent un intitulé ainsi qu'une phrase empruntée à l'un ou l'autre des entretiens ayant permis la construction du dit-modèle.
- (7) Sur cette thématique, cf. SCHWEISGUTH, Etienne: "La dimension droite-gauche en France", communication au quatorzième Congrès mondial de l'Association Internationale de Science Politique, Washington, 28 août-1er. septembre 1988, 25 p.
- (8) MICHELAT, Guy: "A la recherche de la gauche et de la droite", in CEVIPOF: L'électeur français en questions. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, p. loi.
- (9) DONEGANI, Jean-Marie, MICHELAT, Guy, SIMON, Michel: Représentations du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques. Rapport établi pour le CORDES, Paris/Lille, Institut de sociologie de Lille I/CEVIPOF, 1980, p. 160-161.
- (10) RIOUX, Jean-Pierre: "Une répétition aggravée", Le Monde des débats, décembre 1992.
- (11) SUBILEAU, Françoise: Les facteurs de l'abstention. CEVIPOF, 1992, p. 47.
- (12) ANSART, Nerre: La gestion des passions politiques . Lausanne, L'Age d'homme, 1983, p. 178-179.
- (13) La préoccupation de Lectures françaises est de "démontrer l'existence d'un complot mené en commun par la franc-maçonnerie et le judaïsme pour substituer un gouvernement mondial aux états-nations", Cf. CAMUS, Jean-Yves et MONZAT, René: Les droites nationales et radicales en France. Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1992, p. 467. Présent qui se situe "à la droite de l'extrême-droite" dénonce les organisations juives. Ibid, p. 476-477.
- (14) ORFALI, Brigitte: L'adhésion au Front National. Paris, Editions Kimé, 1990, p. 230-231.
- (15) GIRARDET, Raoul: Mythes et mythologies politiques . Paris, Editions du Seuil, 1986, p. 53.
- (16) MEMMI, Dominique: "L'engagement politique", Traité de science politique, T. III L'action politique. Paris, PUF, 1985, p. 310-366.
- (17) MENY, Yves: La corruption de la République. Paris, Fayard, 1992, p. 262.

- (18) MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal: op. cit., p. 148.
- (19) VERMANDER, Benoît: Désarrois politiques. Toulouse, Editions Privat, 1988, p. 196. ,
- (20) VEDEL, Georges: "La politique et le citoyen", Bulletin d'informations générales du Centre d'information civique n° 108/4ème trimestre 1992, p. 5.
- (21) MICHELS, Robert: Les partis j2glifiquits.. Paris, Flammarion, 1971 (2ème édition française), p. 292.
- (22) WYLIE, Laurence: Un village du Vaucluse. Paris, Gallimard, 1968, 406 p.
- (23) VEDEL, Georges (dir.): La dépolitisation. mythe ou réalité? Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1962, 288p.
- (24) Ibid., p. 145.
- (25) Ibid., p. 168-180. Sur les débats des années soixante, cf. aussi La démocratie à refaire. Paris, Les Editions ouvrières, 1963, 292 p. Actes du Colloque organisé à Saint-Germain-en-Laye les 27-28 janvier 1962 par la revue France-Forum.
- (26) MAFFESOLI, Michel: La transfiguration du politique. Paris, Grasset, 1992, p. 30.
- (27) Ibid., p. 65.